

L'apocalypse du Brexit aura-t-elle vraiment lieu ?

Beaucoup d'idées fausses circulent sur le Brexit. En réalité, la prospérité d'un pays ne dépend pas de son appartenance ou non à l'Union européenne.

La décision d'une majorité d'électeurs britanniques de sortir de l'Union européenne (UE) a ouvert un nouveau front médiatique dans tous les pays européens. Partisans et opposants à l'UE s'affrontent depuis plus d'un an pour imposer dans les médias leur interprétation des conséquences politiques et économiques du Brexit.

Au Royaume-Uni, les partisans de Bruxelles avertissent que l'incapacité du gouvernement de Theresa May à sécuriser des liens étroits avec l'UE aboutirait à une catastrophe. Ces derniers espèrent secrètement susciter suffisamment de crainte et de regret chez les électeurs pour déclencher un nouveau référendum. Les sécessionnistes cherchent de leur côté à dissimuler l'asymétrie qui caractérise les négociations en cours ainsi que l'absence de stratégie cohérente du côté britannique tout en promettant que la sortie de l'Union européenne ne peut déboucher que sur des résultats positifs quoi qu'il arrive.

Le combat est sensiblement différent sur le continent. Les partisans de l'intégration politique du continent européen se plaisent à déceler partout des signes de ralentissement de l'économie britannique. Qu'importe d'ailleurs si celle-ci est en meilleure santé que la plupart des économies continentales, à commencer par celle de la France. Leur but est de faire du Royaume-Uni un exemple et de convaincre les électeurs européens que les Britanniques sont en train de payer un lourd tribut afin d'éviter tout risque de « contagion ». Les mouvements eurosceptiques encouragent quant à eux leur pays à s'inspirer du Royaume-Uni et ont donc tout intérêt à embellir la situation alors que rien n'est encore joué.

Pourquoi la sortie du Royaume-Uni est insignifiante

Ces postures contradictoires ont le défaut commun d'accorder à l'Union européenne une influence trop importante sur la santé d'un pays. Les eurosceptiques imputent à Bruxelles la quasi-totalité des problèmes nationaux tandis que leurs adversaires clament au contraire que l'appartenance à l'Union européenne est une condition indispensable à la prospérité d'un pays. Malheureusement pour tout le monde, la question de la bonne ou de la mauvaise santé d'un pays ne dépend pas de son appartenance à l'Union européenne.

L'essentiel des facteurs politiques qui conditionnent le succès ou l'échec d'une économie sont encore largement nationaux. L'Etat-nation reste - qu'on le veuille ou non - l'acteur principal de l'économie. C'est lui qui détient principalement le pouvoir de réglementer et de taxer. C'est donc lui qui détermine si une économie croît ou décline selon la qualité de ses politiques publiques. C'est pourquoi il existe, dans la Zone euro, des économies en bonne santé (Luxembourg) et en mauvaise santé (Grèce) tout comme il existe à l'extérieur de l'Union européenne des économies performantes (Suisse) ou déclinantes (Russie).

La sortie du Royaume-Uni ne signifie donc pas grand-chose pour la santé de l'économie britannique. Tout dépend en réalité de la future stratégie du gouvernement. Theresa May va-t-elle profiter de la

sortie de l'UE pour embrasser une politique économique plus libérale et ouverte aux échanges internationaux ?

Ou va-t-elle, au contraire, multiplier les concessions à la frange xénophobe de l'électorat anti-européen, en émettant davantage de restrictions commerciales contre les travailleurs et les opérateurs étrangers ? Le premier scénario serait économiquement favorable tandis que le second précipiterait le Royaume-Uni vers le déclin.

Quelle stratégie post-Brexit pour le Royaume-Uni ?

Le Royaume-Uni se dirige-t-il vraiment vers le protectionnisme ? Rien n'est encore certain. Beaucoup de commentateurs assimilent la sortie de l'Union européenne à la volonté de se couper des échanges internationaux. Cette interprétation, très populaire dans la presse française, est cependant erronée et interprète les controverses britanniques à la lumière des querelles hexagonales sur les questions européennes.

Une telle assimilation est trompeuse. Il existe très peu de similitudes entre le traitement britannique et français des enjeux européens. Au Royaume-Uni, les bénéfices du libre-échange et de la mondialisation sont généralement admis. Les principales formations politiques que sont le parti travailliste et le parti conservateur ont déjà fait savoir qu'ils ne souhaitent pas réintroduire de nouvelles barrières commerciales. Il en va presque de même pour le parti UKIP si l'on fait abstraction des politiques migratoires.

Reste à savoir si ce programme sera effectivement mis en oeuvre. Theresa May semble en effet vouloir conditionner une politique libre-échangiste à la conclusion d'accords commerciaux au lieu de mettre en oeuvre une stratégie d'ouverture unilatérale. Compte tenu de la volonté d'un certain nombre d'Etats de rendre le divorce coûteux sur le plan politique et commercial de la lenteur habituelle des négociations commerciales, la mise en oeuvre du slogan de Theresa May, « Global Britain », n'est certainement pas pour demain.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit